

NATIONS EMERGENTES

REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL www.nations-emergentes.org



La Tunisie, l'enjeu de la transition !



Saison été 2013

France Tunisie France

142 vols par semaine



www.tunisair.com

Tunisie, l'enjeu de la transition!

L'année 2010 est inscrite dans l'histoire de la Tunisie car elle marque le début des soulèvements populaires contre la cherté de la vie, l'absence d'opportunités et de filet de sécurité sur le marché tunisien. Ils débutèrent dans les régions de Gafsa, Sidi Bouzid et Kasserine car ce sont celles de la Tunisie oubliée qui a longtemps privilégié le développement du littoral pour attirer les touristes.

Ces révoltes populaires prirent rapidement une tournure radicale du fait de la répression policière. Le régime de Ben Ali emprisonnait ses citoyens dans leur propre pays, en exerçant son emprise sur les médias. En dépit de la violence policière, la contestation populaire s'est amplifiée — ce qui a précipité la chute du président Ben Ali et sa fuite vers l'Arabie Saoudite en janvier 2011. Ceci s'est traduit par l'émergence d'une conscience politique qui a conduit le pays sur le chemin de sa transition démocratique.

En octobre 2011, se sont tenues les premières élections libres dans ce pays. Un nouveau gouvernement provisoire a été élu pour un mandat d'un an. Il représente une coalition politique de trois partis: deux de centre gauche et un parti islamique. Il a pour mission

de créer de nouvelles institutions démocratiques et de nouvelles règles plus transparentes pour mettre fin à la corruption et au clientélisme.

Chaque parti de la coalition politique a une conception et un projet différents. Les questions qui se posent sont les suivantes: est-il possible de les coordonner pour qu'ils aboutissent à un compromis politique viable? Comment faire communiquer "les vases clos" pour trouver les éléments communs permettant de surmonter les différences politiques? C'est là l'enjeu fondamental de la transition en Tunisie. Elle est un laboratoire d'expérimentation d'un nouveau modèle économique. Elle tente de trouver un terrain d'entente entre les partis politiques à force de négociations. Si elle réussit dans cette voie, alors elle démontrera que le temps du radicalisme politique dans la région est révolu. Elle fera figure de modèle pour les pays du Moyen-Orient car elle les a guidés et initiés en leur montrant la voie à suivre.

Si d'aventure elle échouait, en raison de l'intransigeance des uns et des autres, alors elle risquerait d'éveiller les démons de la discorde et entrerait dans le palmarès des "failure states".¹

Les récents événements liés à l'assassinat de Belaïd Chokri, un leader d'opposition laïc, sont porteur d'espoir car ils démontrent que le pays est apte à se remobiliser pour rejeter l'extrémisme politique. La Tunisie actuelle est à la croisée des chemins et l'apprentissage des règles démocratiques est long et douloureux. Il passe par des éveils soudains et des dépressions. Le pays tâtonne, cherche, expérimente de nouvelles solutions pour sortir de l'impasse liée à la révolution tunisienne, à laquelle manquait une nouvelle direction politique capable d'apporter une orientation stratégique aux soulèvements populaires.²

Cette période est paradoxalement propice pour nouer des partenariats durables. La Tunisie a besoin des expertises et expériences des transitions réussies pour faire face à ses défis et figurer parmi les économies émergentes du continent africain. A vous maintenant de saisir les opportunités qu'elle vous offre pour résorber les déséquilibres de son développement économique. Ce pays vous est familier du fait de sa proximité culturelle, géographique et historique, ce qui vous facilitera l'accès à son marché! ●

Douraya ASGARALY

Nous vous invitons à réagir à cet éditorial en nous écrivant à l'adresse mail suivante: contact@nations-emergentes.org

1. *Où va le monde arabe?*, Hasni Abidi, édition Erickbonnier, 2012.

2. *La Révolution tunisienne: dix jours qui ébranlèrent le monde arabe*, Olivier Piot, 2011.

NATIONS EMERGENTES

N°16 | Mars 2013

Association de loi 1901 | W931002897
4, rue des Arènes | 75005 PARIS (France)
Tél.: (00 33) 616 634 519
Email: contact@nations-emergentes.org
web: www.nations-emergentes.org

• Directrice de publication •

Douraya ASGARALY
tél.: (33) 6 16 63 45 19
Email: nat.emergentes@yahoo.fr

• Avec •

Zouhour KARRAY, consultante éditoriale
Virginie BERNARD, secrétaire de rédaction
Elsa da SILVEIRA, directrice de communication
Gwendal LE SCOUL, conception graphique
Stéphanie HAMELIN, maquette

• Photo de couverture •

Municipalité de Tunis
(© ONTT)

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	p.3
FICHE PAYS	p.4
LA TUNISIE... VUE PAR UN SPÉCIALISTE	p.8
FOCUS: CONQUÉRIR LE MARCHÉ DE LA TUNISIE	p.12
LES SECTEURS PORTEURS	p.15
EXPORTER EN TUNISIE: MODE D'EMPLOI	p.20
LE CARNET DIPLO'	p.22
FOIRES ET SALONS	p.23

Tunisie

ALGÉRIE

Mer Méditerranée

Bizerte

TUNIS

Sousse

Kairouan

Sfax

Gabès

LIBYE

LES DONNÉES POLITIQUES

- **RÉPUBLIQUE UNITAIRE**
- **NATURE DU RÉGIME**
Pouvoir présidentiel fort
- **CHEF DE L'ÉTAT**
Moncef Marzouki depuis le 13/12/2011. Il a succédé à Fouad Mebazza, président de la République à titre provisoire après la chute de Ben Ali.
- **PREMIER MINISTRE**
Hamadi Jebali depuis le 14/12/2011. Il a succédé à Caïd Essebsi qui était Premier Ministre à titre provisoire depuis le 27/02/2011.

LES PRINCIPALES VILLES

- **TUNIS** est la capitale la plus peuplée de la Tunisie avec 1 million d'habitants. Elle conserve l'essentiel des pouvoirs de décision et regroupe 80 % des activités tertiaires du pays. Elle abrite la quasi-totalité des sièges sociaux des entreprises tunisiennes. Elle est desservie par un aéroport international de Tunis-Carthage situé à 8 km au nord-est du centre ville. Elle dispose d'un réseau de transport bien développé.
- **SFAX** est la seconde agglomération du pays. C'est une ville industrielle qui dispose d'un important port de commerce. Grâce à ses usines et à son port, son bilan économique est plutôt positif. La pêche est une activité lucrative. Les phosphates

de Gafsa (la Tunisie est le 3^e producteur mondial), le sel, les céréales et l'huile des oliviers y transitent avant d'être exportés. La ville héberge une université de Sfax et des facultés de médecine, de gestion et de sciences et a un aéroport international de Sfax-Thyna.

- **SOUSSE** est un pôle touristique du pays et accueille un nombre important d'hôtels de plusieurs catégories.

- **KAIROUAN** est la première ville sainte du Maghreb. Autrefois, on la surnommait « la ville aux 300 mosquées ». Elle fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO.

- **GABÈS** possède un important complexe industriel de traitement de phosphates

tunisiens. C'est le 4^e port de commerce du pays en termes de trafic et de chiffre d'affaires. La ville héberge une infrastructure pétrolière off-shore et pétrochimique.

- **BIZERTE** a un positionnement stratégique important car elle est située entre la Méditerranée et le lac Bizerte. La ville possède un port de plaisance, un port de pêche et de commerce et est située sur l'axe reliant la mer Méditerranée et le développement des zones industrielles (Menzel Bourguiba, Menzel Jemil et Utique). C'est par ce port que transitent des millions de tonnes de marchandises qui sont destinées à l'Europe. La ville est également une base aérienne du pays.

0 40 80 km

Aspect culturel

Auteur: Jocelyne Dakhli

De tous les pays du monde arabe, la Tunisie était sans doute celui dont on attendait le moins qu'il entre en révolution. Cet événement inouï a surpris le monde entier et l'on n'offensera personne en rappelant cette vérité. Les Tunisiens eux-mêmes vécurent ce moment avec une foi déterminée qui le disputait à l'incrédulité. Ce basculement révolutionnaire, cette libération inespérée n'étaient dans aucun programme politique, dans aucune perspective un tant soit peu articulée. La révolution tunisienne a surgi d'un angle mort, a pu écrire Fethi Benslama. Il faut néanmoins tenter de comprendre pourquoi, aux yeux du monde extérieur et notamment de la France, si proche, à tous égards, un pays tel que la Tunisie se voyait ainsi assigné à une forme d'immobilisme politique, à cette mort angulaire, si l'on ose dire. Une société morte au politique, voilà ce qu'elle était.

Parler de la Tunisie est déjà en soi une petite révolution. A l'exception de quelques politologues, qui traitait la Tunisie en sujet politique? La situation du pays pouvait se voir évoquer en France dans un cadre militant, celui d'Amnesty International ou de la Ligue des droits de l'Homme par exemple. Mais cette information militante passait peu dans le débat civique français ou encore allemand, en dépit d'une fréquentation touristique poussée, par les Européens, d'un pays à leurs yeux populaire et familial. Bien qu'il ait constitué l'une des principales destinations de vacances de l'Europe, le pays demeurait pour le commun des visiteurs une sorte de terre inconnue, sans grand intérêt politique. Peut-on comprendre ce hiatus: un pays populaire, doté d'une bonne image à l'étranger et, derrière ce paravent, une dictature dénoncée par quelques instances militantes peu audibles?

La Tunisie figurait comme un pays systématiquement sous le signe du "moins": moins de violence, moins de ressentiment, moins d'affect. Moins de pétrole et de gaz aussi, moindre enjeu d'une manière générale.

Pourtant, les millions de touristes occidentaux qui sont venus en Tunisie depuis plusieurs décennies ont tous vu des portraits du président de dix à quinze mètres de haut s'afficher sur toutes les façades, portraits de plus en plus imposants avec le temps, allant jusqu'à couvrir des immeubles de quatre étages au moins.

Les Tunisiens, dans leur rapport au monde extérieur, se retrouvaient dans une situation paradoxale. Soit on leur renvoyait une image très positive de leur pays comme pays pacifique, c'est-à-dire mou et docile, pays de la douceur de vivre et ils peinaient à se reconnaître dans cette image qui



faisait peu de cas de leurs difficultés internes et, a fortiori, de leurs souffrances. L'image était cependant bonne pour le tourisme et pour l'économie générale du pays. Différentes raisons expliquent que les Tunisiens, même à l'étranger, n'aient pas plus uniment «articulé», verbalisé la dictature. La prudence est un facteur explicatif premier mais des considérations de fierté personnelle et nationale jouent également.

L'image dominante, sur le plan international, était celle d'un pays presque sans histoire, dans tous les sens du terme. Le fixisme de la société et de son régime figurait une évidence. Evidance saisissante si l'on songe que plus d'un million de Tunisiens, le dixième de la population du pays, vivent et travaillent à l'étranger et principalement en Europe. La méconnaissance de la réalité du pays, le silence sur la situation politique et sa complexité passent aussi par eux et par leur intériorisation d'une impossibilité de dire ou d'être entendu.

Ce basculement a révélé une société incroyablement soucieuse du politique et apte à parler une langue politique.

Les questions qui se posent alors sont les suivantes. Comment un pays a-t-il pu bénéficier d'une image positive, notamment dans la France des droits de l'Homme, à une heure ou deux d'avion de Tunis? Comment une société peut-elle subir une telle dictature si longtemps sans se soulever? Comment comprendre la soudaineté avec laquelle ce même pays est sorti de l'obéissance? Peut-on expliquer l'instantanéité ou la quasi-instantanéité de son basculement révolutionnaire?

Ce basculement a révélé non pas un peuple atone, soumis, inapte au politique, comme on le pensait communément; mais, bien au contraire et à la stupéfaction de tous, une société incroyablement soucieuse du politique et apte à parler une langue politique. Pour dire juste, une multitude de langues s'entrecroisent, la liberté retrouvée explose dans la cacophonie, mais celle-ci, dans sa richesse analytique, dément absolument la société dépolitisée, dévitalisée que certains imaginaient. ☺

Extrait du livre *Tunisie, le pays sans bruit*, éditions Actes Sud 2011.



Le pays, sa population, sa langue et les données sociologiques

Sources : *CIM Factbook*

23,1%

0 à 14 ans

69,3%

15 à 64 ans

7,6%

65 ans et +

Les langues

ARABE

FRANÇAIS

163 610 km²

de superficie

10 732 900

d'habitants en 2012

LE PAYS

oooooooo

Petit État du Maghreb, la Tunisie est bordée au nord et à l'est par la Méditerranée et partage ses frontières avec l'Algérie à l'ouest (965km) et avec la Libye au sud-est (459km). Elle est ouverte au monde méditerranéen et se situe à l'articulation des champs géographiques où l'Afrique et l'Europe tendent à se rejoindre. Capitale : Tunis. ☉

>>> CONTACTS CLÉS

Site d'information générale sur la Tunisie
www.nawaat.org

Portail d'information sur la Tunisie et le Maghreb
www.kapitalis.com

Périodique indépendant
www.alternatives-citoyennes.sgdg.org

Institut de recherche sur le monde arabe et musulman
<http://iremam.univ-provence.fr>

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain de Tunis
www.irmcmaghreb.org

Périodique d'opposition
www.kalimatunisie.com

Revue de presse sur la Tunisie
www.tunisnews.net

Filiale spécialisée dans le transport et logistique
www.oti.com.tn

Infrastructures

Sources : *CIM - Factbook 2012*

ROUTES

oooooooo

19232 km dont 12655 km de routes goudronnées.

TRANSPORT AÉRIEN

oooooooo

8 aéroports internationaux : Tunis-Carthage, Monastir Habib Bourguiba, Djerba Zarzis, Sfax Thyna, Tozeur Nefta, Tabarka, Gafsa Ksar, Enfidha-Hammamet

TRANSPORT MARITIME

oooooooo

96% du commerce extérieur tunisien s'effectue par voie maritime. Plus de 27 millions de tonnes de marchandises transitent dans les ports tunisiens.

Les principaux ports :

Radès spécialisé dans le trafic des conteneurs et des remorques ; La Goulette spécialisée sur les passagers et les croisiéristes ; Bizerte,

Gabès, Sfax, Sousse, Zarzis et Skhira pour le trafic des conteneurs.

TRANSPORT FERROVIAIRE

oooooooo

2165 km. La ligne ferroviaire Tunis-Borj-Cédria est la ligne principale. La ligne Tunis-Sousse-Sfax-Gabès est électrifiée ☉

Les chiffres clés de l'économie

Sources : The Economist -

Country Report - décembre 2012

Banque centrale de Tunisie

En 2011, la France est le premier fournisseur et partenaire de la Tunisie. ☺

oooooooo

Monnaie : Dinar tunisien (DT)

1 € 2,0448 DT

1 DT 0,5060 €

au 21/07/2012

PIB (en millions de \$)

2009 43,44

2010 44,23

2011 45,86

2012 42,55

2013 42,86 (estimation)

Croissance du PIB (en %)

2012 2,2

2013 3,1

2014 3,6 (estimation)

2015 4,3 (estimation)

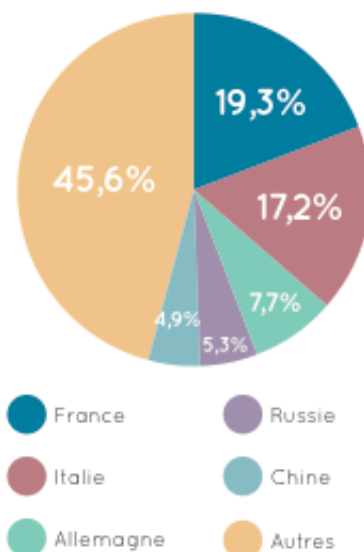
Les échanges entre la France et la Tunisie en 2011

(en milliards de \$)

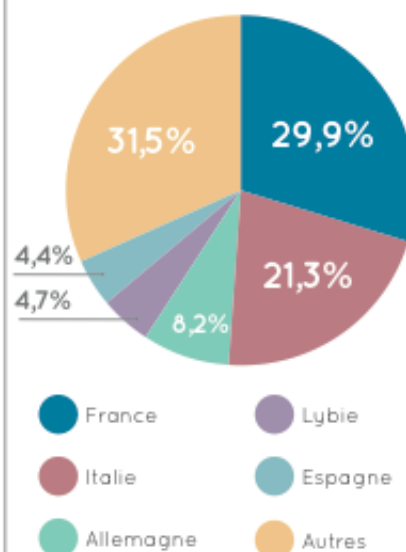
Export 4,97

Import 5,57

LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS DE LA TUNISIE EN 2011 (IMPORT)

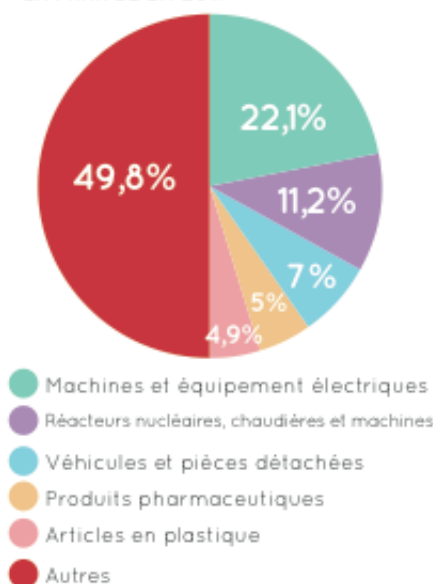


LES PRINCIPAUX CLIENTS DE LA TUNISIE EN 2011 (EXPORT)

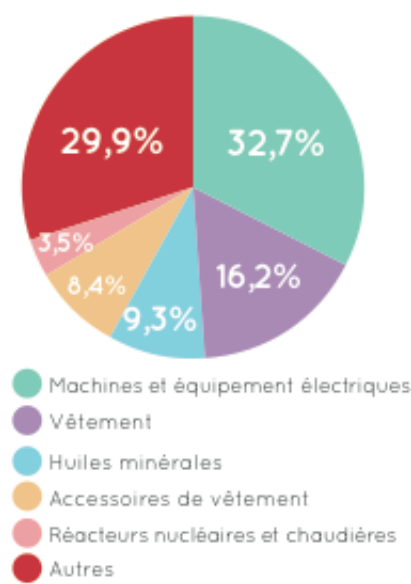


Source : UN - Comtrade database

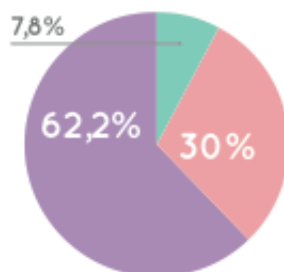
LES PRODUITS EXPORTÉS PAR LA FRANCE EN 2011



LES PRODUITS IMPORTÉS DE LA TUNISIE EN 2011



Source : UN - Comtrade database



COMPOSITION DU PIB PAR SECTEUR

- Agriculture
- Industrie
- Services

Source : Images économiques du monde 2012

MEDIBAT
SALON MEDITERRANEEN DU BATIMENT

تونس 3000 عام من المعمار
La Tunisie 3000 ANS d'Urbanisme



12^{ème} Session
Du 6 au 9 Mars 2013
Sfax - Tunisie

>> RESERVEZ VOTRE BADGE



La Tunisie, en quête de sa révolution économique!

Auteur: Zouhour Karray

Zouhour Karray est spécialiste de la Tunisie et professeure d'économie à l'Université de Tunis. Elle a écrit de nombreux articles en économie industrielle sur l'attractivité de la Tunisie, les investissements directs étrangers dans ce pays et le développement régional.

Dans cette interview, elle montre les limites du miracle tunisien sous Ben Ali, les enjeux de la transition et ses priorités pour que le pays puisse faire partie des économies émergentes d'Afrique.

Quelles leçons peut-on tirer des événements qui ont secoué la Tunisie en décembre 2010 ?

Les événements qui ont secoué la Tunisie en décembre 2010 permettent de tirer au moins deux principales leçons.

Premièrement, la croissance économique ne garantit pas la cohésion sociale et la stabilité du pays. Il faut plutôt s'assurer que cette croissance économique soit inclusive.

Le soulèvement populaire spontané qu'a connu la Tunisie à partir de décembre 2010 a éclaté dans les régions de l'intérieur éloignées de la côte et de la capitale (Sidi Bouzid, al-Raghuab, Menzel-Bouzaiane, al-Gasrine, Thala, le bassin minier) en mobilisant pour l'essentiel des jeunes et des chômeurs qui comptaient parmi eux des diplômés de l'enseignement supérieur. Il s'agit des régions les plus défavorisées du pays qui n'ont pas profité des retombées de la croissance économique.

La Tunisie a été pendant très longtemps considérée par les institutions internationales comme un modèle économique à suivre dans la région, un modèle qui était capable de réaliser des taux de croissance économique satisfaisants pendant plusieurs années consécutives en l'absence de démocratie et en garantissant une maîtrise du risque de mouvements extrémistes.

Malheureusement, cette croissance économique était incapable d'absorber la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail surtout lorsqu'il s'agit de diplômés. De même, la croissance économique était répartie de manière inéquitable entre les différentes régions, elle ne bénéficiait qu'aux gouvernorats du littoral

laissant l'intérieur du pays dans une situation de plus en plus défavorisée et creusant ainsi les disparités entre les régions.

Ces événements ont également apporté un éclairage inédit sur les modèles sociaux et politiques d'intégration/marginalisation engendrés par les politiques néolibérales dans le contexte autoritaire.

Deuxièmement, il peut y avoir croissance sans démocratie mais il ne peut y avoir stabilité sans justice. Il est certain que le peuple tunisien a surpris tout le monde par l'ampleur des événements qu'a connus la Tunisie et surtout par le départ de l'ancien président Ben Ali le 14 janvier 2011.

L'ampleur de la frustration accumulée face au vol organisé de l'argent public explique en grande partie l'échec de l'ancien régime mafieux, dictatorial, répressif et clanique. C'est pour cette raison que la réalisation des objectifs de la révolution ne peut avoir lieu qu'en présence d'une rupture radicale avec l'ordre ancien qui impliquerait l'institution d'un ordre nouveau garantissant l'indépendance du pouvoir judiciaire et organisant les différentes sphères du pouvoir (en termes de mode de désignation, de prérogatives et de règles juridiques et politiques régissant les relations entre elles).

La Tunisie, laboratoire d'un nouveau modèle économique ?

Oui, la Tunisie peut développer un nouveau modèle économique, mais son succès dépend d'abord de la vision et des choix engagés par le gouvernement de transition et ceux du prochain gouvernement, et aussi des nouvelles orientations

que connaîtra la Tunisie dans la prochaine phase.

Le pays est dans une période transitoire dont l'objectif principal est la rédaction de la nouvelle constituante pour la Tunisie et la préparation des prochaines élections présidentielles et législatives. Pour une nouvelle Tunisie post-révolutionnaire, il faut un nouveau modèle de développement. Les difficultés que connaît actuellement la Tunisie sur le plan économique, social et politique sont assez profondes et ne peuvent pas faire l'objet d'un ensemble de micro-solutions démantelées mais nécessitent plutôt une certaine envergure et vision d'ensemble pour porter le pays dans la voie du progrès et de la démocratie.

Quels défis à relever pour que la Tunisie puisse faire partie des économies émergentes d'Afrique ?

Plusieurs défis sont à relever pour que la Tunisie puisse faire partie des économies émergentes d'Afrique. On peut faire référence à au moins quatre défis essentiels

Premièrement, la Tunisie a intérêt à s'engager davantage dans un mouvement d'intégration régionale et d'ouverture au marché international pas uniquement avec le marché européen mais aussi et surtout envers le marché maghrébin et subsaharien. Cela devra se traduire par une volonté politique de signer des accords de libre-échange avec les pays voisins du Maghreb afin d'offrir aux entreprises, des perspectives d'expansion vue la taille limitée du marché national.

Deuxièmement, la Tunisie doit opter pour des mesures radicales pour résoudre le chômage par sa racine et non ses manifestations superficielles. En effet, les diplômés de l'enseignement supérieur représentent près du quart de la masse des demandeurs non satisfaits. Chaque année, près de 60 000 nouveaux diplômés arrivent sur le marché du travail et représenteront près de 70 % de la demande additionnelle en 2014.

Le paradoxe est que plus on fait des études plus la probabilité d'être au chômage est forte. Ainsi, en 1995, la part des diplômés du supérieur parmi l'ensemble des demandeurs d'emplois était seulement de 4%, ensuite de 10% en 2004 et enfin de près de 25% en 2012. Alors que les personnes sans instruction ont vu leur part dans le stock de chômeurs passer de 17% en 1995, à 12% en 2004 et moins de 5% en 2012.

Le problème est que l'espace économique pour les employer est actuellement réduit compte tenu de la faible valeur ajoutée des secteurs d'activité importants en Tunisie tels que l'agriculture avec un taux d'employés post-bac inférieur à 1%, les BTP (moins de 4%), textiles-cuir et chaussures (6%), hôtels-restaurants (7%), agro-industrie (8%)...

Ainsi, le second défi pour la Tunisie est de pouvoir développer un système productif à plus forte valeur ajoutée capable d'absorber les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Une telle réorientation devrait favoriser une modernisation de l'entreprise tunisienne et une forte incitation à l'innovation.

Le troisième défi pour la Tunisie, et qui se positionne dans la continuité du précédent, renvoie à la nécessité de réviser le système éducatif et d'établir des liens étroits et productifs entre l'entreprise et l'université. L'objectif d'un tel partenariat est de veiller à l'appareillement des besoins du marché en matière de ressources humaines avec les formations et les qualifications obtenues dans les cycles du supérieur notamment. Enfin, le quatrième défi pour la Tunisie est la réduction du taux de pauvreté et des disparités régionales dans l'accès aux services sociaux afin de garantir une croissance inclusive.

Le tourisme constitue la vache à lait du pays car, selon Olivier Piot, "il contribue à hauteur de 7 % du PIB en 2010". Quels sont, selon vous, les risques liés à cette stratégie de focalisation sur un seul secteur ? A-t-il souffert de l'instabilité politique due à la révolution tunisienne ?

Contrairement à d'autres pays de la région MENA ou certains pays du Golfe dont le PIB est fortement concentré, le PIB en Tunisie est assez diversifié. En effet, en 2010 le secteur des services représente 45,5 % du PIB dont 6,3 % sont relatifs au tourisme. Il convient toutefois de noter que de nombreux services dégagent une faible valeur ajoutée. Les industries manufacturières et non-manufacturières représentent respectivement 16,7 % et 15,6 %. L'agriculture et pêche et les autres industries représentent chacune environ 11%.

En réalité, le véritable problème de la Tunisie c'est qu'elle ne dispose pas de ressources naturelles, ce qui fait que la situation économique du

«La réalisation des objectifs de la révolution ne peut avoir lieu qu'en présence d'une rupture radicale avec l'ordre ancien.»



▷▷▷ pays dépend très étroitement de la conjoncture internationale et nationale.

Les ressources stratégiques de la Tunisie résident dans son capital humain qui, comparé aux pays voisins et de la région, jouit d'un niveau d'éducation et de qualification relativement satisfaisant. Ceci est le résultat d'une politique volontariste adoptée par le leader Bourguiba depuis l'indépendance en inscrivant l'éducation comme l'une des priorités du pays.

Il est tout à fait prévisible que le secteur du tourisme souffre de l'instabilité politique due à la révolution tunisienne. Il s'agit d'un secteur fortement sensible à la sécurité et à la stabilité du pays. L'année 2012 a connu une reprise par rapport à l'année 2011 où le tourisme a connu une chute de 30 %.

Il est toutefois regrettable qu'on n'a pas suffisamment véhiculé et exploité l'image de la Tunisie comme étant le pays déclencheur des révolutions du "printemps arabe" pour en faire une destination privilégiée. Ceci est probablement dû au fait que le tourisme tunisien jusqu'à présent est essentiellement balnéaire. Il faudrait réfléchir et investir dans le développement d'un tourisme culturel surtout lorsqu'on pense qu'un petit pays comme la Tunisie offre trois paysages différents : la mer, la montagne et le Sahara.

Le régime de Ben Ali a souvent été critiqué pour son opacité et sa corruption. Qu'en est-il aujourd'hui? La corruption a-t-elle disparu de la sphère économique?

Le régime de Ben Ali a progressivement développé pendant 23 ans un système corrompu et opaque à tous les niveaux de la hiérarchie administrative. Il est difficile d'imaginer qu'aujourd'hui, au bout de 2 ans, la corruption ait disparu de la sphère économique. Il faut plus de temps... et surtout une volonté claire et des orientations précises vers une lutte contre la corruption.

L'indépendance de la magistrature est l'une des conditions pour combattre la corruption. De même, la transparence au niveau des déclarations fiscales et plus généralement la réforme du système fiscal, apparaissent comme un pilier pour lutter contre ce fléau.

Enfin, un investissement de long terme concernant une culture anti-corruption dans les systèmes éducatifs ne peut que reconforter et appuyer les actions immédiates de court terme.

La Tunisie, un marché de niche pour la France?

Depuis le début des années 2000, la Tunisie a commencé à développer une stratégie de niche

afin de développer des compétences dans des domaines bien précis et cibler en contrepartie un marché plus large. Ceci a permis par exemple à la Tunisie de réduire l'ampleur des effets de la crise de 2008.

C'est le cas, par exemple, du secteur des composants automobiles qui, malgré la forte crise qui a frappé l'industrie mondiale, est parvenu à accroître de 12 % les exportations.

En identifiant de petites niches et sachant s'y installer utilement, la Tunisie a pu tirer de grands bénéfices. En adoptant une stratégie de flexibilité, de pro-activité et d'exploitation des petites niches, l'industrie tunisienne est parvenue à limiter les dégâts et, pourquoi pas, y trouver de nouveaux ressorts de croissance.

L'implantation en 2011 d'une deuxième filiale du groupe AGB (France) en Tunisie opérant dans l'industrie de l'usinage de précision à grande vitesse de pièces mécaniques, et de l'intégration de sous-ensembles mécaniques et mécatroniques, illustre bien le développement d'une niche intéressante.

De même, le développement de la niche vêtement de protection constitue une niche intéressante dans l'industrie du textile.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que la France est le principal partenaire commercial et industriel de la Tunisie. Cette stratégie de niche est développée avec plusieurs pays, mais surtout avec la France, qui y gagne aussi si l'on repense à la stratégie selon laquelle il faut éviter les délocalisations totales et lointaines, et opter plutôt pour des délocalisations partielles et proches !

Un haut responsable avait souligné un jour que : «un emploi délocalisé sur nos rivages, préserve des emplois dans le pays d'origine, en crée probablement d'autres et pérennise la maison mère». Il s'agit bien ici d'un jeu à somme positive !

Et pourtant les relations France-Tunisie sont ambivalentes?

La France est depuis longtemps un partenaire privilégié pour la Tunisie. Les liens entre les deux pays sont très forts et se positionnent à plusieurs niveaux (économique, social, etc.).

La position ambiguë du gouvernement français lors de la révolution tunisienne a rendu les relations ambivalentes entre les deux pays.

La visite récente en juillet 2012 du président Moncef Marzouki en France est considérée comme une occasion pour « effacer les traces » de cette relation ambivalente. Cette attitude est réciproque de la part du président français François Hollande qui a déclaré que cette visite est l'occasion de lever une fois pour toutes le malentendu créé par le soutien de l'Elysée à l'ancien régime Ben Ali au début de la révolution qui a renversé le pouvoir début 2011.

«Le paradoxe est que plus on fait des études plus la probabilité d'être au chômage est forte.»



© DR

Rappelons que, malgré les tensions politiques qui ont pu marquer par moment les relations entre les deux pays, la France demeure le principal partenaire de la Tunisie au niveau des échanges économiques. Les liens étroits qui ont toujours existé entre la France et la Tunisie ne peuvent que donner un nouveau souffle pour des perspectives de collaboration importantes entre les deux pays.

Un mot sur la pratique des affaires sur ce marché ?

Malgré la période difficile et transitoire par laquelle passe le pays depuis la révolution, il faut reconnaître que la Tunisie offre aujourd'hui un climat d'affaires relativement satisfaisant.

La Tunisie s'est engagée depuis plusieurs années dans un processus de réformes de l'environnement des entreprises (simplification des procédures de création d'entreprises, guichet unique des formalités, élimination de l'exigence d'un capital minimum, réduction significative des auto-

risations administratives, dispositions contenues dans la Nouvelle Loi sur l'Initiative Economique).

Ces efforts ont permis à la Tunisie de se classer 55^e sur 183 pays au Doing Business 2011, en progression de trois rangs par rapport à l'année précédente. Elle s'inscrit désormais dans une nouvelle orientation en matière de politique industrielle, celle de la promotion des activités à plus forte valeur ajoutée.

De même, la réforme du code des investissements devrait améliorer l'environnement des affaires et participer à la réalisation d'une croissance inclusive en Tunisie. Les mois à venir, et l'année 2013 de manière générale, marqueraient un tournant important dans le pays par la réalisation des élections qui mettront au clair plusieurs zones d'ombre et d'incertitude dans la vision des investisseurs. ☉

«La France demeure le principal partenaire de la Tunisie au niveau des échanges économiques.»

**NATIONS
EMERGENTES**

VOTRE REFLEXE GAGNANT !

«Ne manquez pas votre prochain numéro sur la Colombie!»

N°17

www.nations-emergentes.org

Pourquoi investir en Tunisie ?



Auteur: Habib Gaida

La chambre franco-tunisienne de commerce et d'industrie montre ici les atouts du pays, son positionnement géostratégique clé entre l'Europe et le sud de la Méditerranée, ses projets en cours qui peuvent vous ouvrir de nouvelles perspectives pour faire des affaires sur ce marché.

Malgré la récession que connaît l'économie tunisienne suite aux événements politiques survenues en 2011 et la crise mondiale, la Tunisie a connu un rebond en fin d'année 2012 et les entreprises restent confiantes quant à une reprise significative des affaires.

Les atouts nombreux et divers tels que la richesse de ses ressources humaines, son orientation vers des secteurs à haute valeur technologique, la proximité de l'Union européenne, sa diversification économique, son cadre réglementaire fiscal incitatif, ses infrastructures... offrent un environnement favorable aux investissements.

Les quatre principaux partenaires de la Tunisie à l'importation et à l'exportation sont l'Union Européenne, la Libye, la Russie et la Chine. La France reste le premier fournisseur de la Tunisie. Les principaux biens exportés par la Tunisie sont le textile et le cuir, les produits mécaniques et électriques, l'agroalimentaire et les produits énergétiques. Le pays importe des matières premières et semi-finies, des biens d'équipements, des biens de consommation (hors alimentation) et des services financiers et d'assurances.

Le cadre des affaires franco-tunisiennes n'est pas chose nouvelle; les relations historiques, l'héritage du droit français, l'usage de la langue française,

ont créé une relation privilégiée entre les deux pays de part et d'autre de la Méditerranée.

Les attraits de la Tunisie sont divers et variés. En effet, le pays possède un positionnement stratégique en Méditerranée et un cadre de vie agréable :

- la proximité géographique, culturelle et linguistique avec l'Europe;

- 1435 vols hebdomadaires entre la Tunisie et l'Europe;
- des quartiers résidentiels modernes ;
- des écoles étrangères (françaises, américaines, etc.);
- des prestations médicales de haut niveau et un réseau de cliniques modernes et spécialisées;
- une panoplie d'activités culturelles et sportives avec une infrastructure touristique développée.

Les opportunités d'investissement, les restructurations, le niveau de qualification de la main d'œuvre, la maîtrise des nouvelles technologies et la proximité géographique avec l'Europe, font de la Tunisie un partenaire économique qui partagera désormais, avec l'Europe, les mêmes valeurs démocratiques et de transparence.

Dans les années à venir, la Tunisie sera l'un des centres économiques les plus attractifs de la Méditerranée; c'est le meilleur moment pour s'y positionner et pour participer activement à la construction de ce futur.

SECTEURS PORTEURS

La Tunisie est connue pour être une destination privilégiée pour investir dans des secteurs aussi variés que pointus :

- sous-traitance mécanique, électrique et électronique, et aéronautique ;
- TIC ;
- plasturgie ;
- produits chimiques ;
- équipements médicaux ;
- matériel agroalimentaire ;
- produits de l'agriculture et de la pêche ;
- textiles (à haute valeur ajoutée) habillement et cuir ;
- environnement, énergie ;

«La Tunisie sera un centre économiques des plus attractifs de la Méditerranée.»

© DR



La Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie.

- distribution ;
- transports ;
- BTP ;
- tourisme ;
- services (financiers, offshoring).

UNE INFRASTRUCTURE EN PLEIN ESSOR

- 10 pôles de compétitivité existants et 14 planifiés ;
- 13 cyberparcs répartis sur plusieurs régions et couvrant diverses spécialités ;
- une centaine de zones industrielles réparties sur tout le territoire tunisien et 2 parcs d'activités économiques opérationnels ;
- 9 aéroports et 7 ports maritimes de commerce ;
- infrastructure de service à loyers compétitifs ;
- importants programmes d'investissement en vue du renforcement de l'infrastructure des régions intérieures du pays (routes, zones industrielles, espaces technologiques, zones irriguées...).

En outre, la Tunisie bénéficie d'une compétitivité économique confirmée. Elle demeure leader en Afrique et dans la rive sud de la Méditerranée et 40^e à l'échelle mondiale en matière de compétitivité globale dans le classement du World Economic Forum 2011-2012, paru après la révolution du jasmin du 14 janvier 2011.

La Tunisie est également le 1^{er} pays sud-méditerranéen :

- en termes d'exportations industrielles vers l'Union européenne ;
- pour la qualité de son infrastructure ;
- pour la disponibilité des technologies les plus récentes ;
- pour la qualité de ses institutions de recherche scientifique ;
- en termes d'impact des lois relatives aux IDE sur les entreprises ;
- où il fait bon vivre...

Mais surtout un cadre réglementaire favorable à l'investissement :

- liberté d'investissement dans la majorité

- des secteurs ;
- libre de transfert des bénéfices du capital et des plus values ;
- égalité de traitement des investisseurs tunisiens et étrangers ;
- simplicité dans les procédures d'établissement au sein d'un guichet unique ;
- facilités d'importation et d'exportation avec des procédures douanières simplifiées ;
- protection de la propriété intellectuelle ;
- souplesse dans les procédures de recrutement ;
- convertibilité du dinar tunisien pour les entreprises totalement exportatrices ;
- 10 ans d'exonération de l'impôt sur les bénéfices ;
- incitations fiscales multiples en faveur des exportations et du développement régional ;
- primes d'investissement pour les projets industriels dans les zones de développement régional et pour les projets touristiques et agricoles ;
- prise en charge des cotisations patronales dans les zones de développement régional ;
- prise en charge des dépenses d'infrastructure dans les zones de développement régional.

LA TUNISIE D'AUJOURD'HUI

- Une société éduquée, moderne et ouverte sur le monde ;
- une économie diversifiée qui repose sur la qualité de ses ressources humaines ;
- un pays en transition démocratique, qui libère des énergies auparavant inhibées ;
- un pays compétitif dans les secteurs tels que le textile et le cuir, la mécanique, l'électricité et l'électronique, la plasturgie, l'agroalimentaire ;
- un pays qui offre de nouvelles opportunités d'investissement dans les secteurs de l'offshoring, de l'aéronautique, des énergies renouvelables, des projets d'infrastructure, de la logistique, des services de la santé, du tourisme... ☉

HABIB GAIDA

Directeur général de la CTFCI, <http://www.ctfci.org>



Le retour des investisseurs

Secteur tourisme

Sources: Agence télégraphique Suisse - 27 novembre 2012

LES TOURISTES REVIENNENT EN TUNISIE!

○○○○○○

Un an après la "révolution de jasmin", les touristes sont de retour en Tunisie. Les tours opérateurs suisses ont tous augmenté leurs affaires dans ce pays en 2012. Tunis espère pour sa part que le tourisme reprendra totalement et à plein régime d'ici 2013.

En 2011, le tourisme avait chuté de 30 % après que le président Zine el Abidine Ben Ali avait dû précipitamment quitter le pays au milieu du mois de janvier en raison du soulèvement populaire. Sept millions de touristes avaient alors visité la Tunisie chaque année jusqu'en 2010.

Le pays a ensuite tenté de regagner le marché perdu, en particulier les touristes balnéaires, a expliqué le directeur de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT) à Zurich, Anis Rezgui.

La Tunisie a largement atteint cet objectif. Plus de 5 millions de touristes l'ont visitée jusqu'en octobre de cette année, selon le ministre tunisien du Tourisme Elyes Fakhfakh. Ce chiffre constitue 26,5% de plus qu'à la même période en 2011, mais 15% de moins qu'en 2010, avant la révolution.

Les revenus du tourisme ont augmenté dans les dix premiers mois de 2012 de 34% à 2,6 milliards de dinars (environ 1,25 milliard d'euros). Un total encore inférieur de 10 % à 2010. La branche constituait alors 7% du Produit intérieur brut (PIB). Elle employait avant la révolution 400 000 personnes et 2 des 10 millions d'habitants vivaient indirectement de ce secteur.

La Tunisie est généralement plébiscitée par les Suisses. Le tourisme vers ce pays a augmenté cette année, selon toutes les agences de voyages suisses interrogées par notre agence. Pour M. Rezgui, 56 000 Suisses ont visité la Tunisie jusqu'à la fin du mois d'octobre — soit une augmentation de 43% par rapport à la même période en 2011.

Depuis la révolution, cette destination, qui représentait depuis toujours un bon rapport qualité/prix, est redevenue bon marché et les touristes sont revenus, a indiqué Peter Brun (Kuoni).

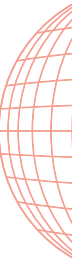
La sécurité a constitué une préoccupation en début 2011, mais jamais sur l'île de Djerba appréciée par les Helvètes, selon les tours opérateurs suisses. Lorsque des manifestations ont eu lieu sur le pays, à Hammamet notamment, il a été conseillé aux touristes de ne pas abandonner leur hôtel, selon M. Brun.

Les touristes n'ont pas été touchés par les problèmes intérieurs du pays, renchérit le directeur d'ITS Coop Travel, Andi Restle.

Hôtel plan Suisse n'avait proposé aucun vol vers la Tunisie du 13 janvier, à la veille du départ du président Ben Ali, jusqu'au 15 février 2011, conformément aux recommandations du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), a expliqué la responsable de communication du groupe, Prisca Huguenin-dit-Lenoir.

La Tunisie espère de son côté que le tourisme se reprenne totalement d'ici 2013. Le pays souhaite à l'avenir ne pas être uniquement une destination balnéaire bon marché. «Nous avons une histoire longue de 3000 ans, des terrains de golf et le désert», souligne M. Rezgui.

Dans l'arrière-pays tunisien, qui avait été fortement négligé sous l'ère Ben Ali, alors que 80% des investissements étaient dépensés sur la côte. La Tunisie souhaite de nos jours développer le tourisme culturel et économique, notamment à Kasserine, Kef et Kairouan. Plusieurs de ces villes sont inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le sud du pays doit également être mieux vendu avec ses oasis, ses lacs de sel et le Sahara. ●





Secteur hôtellerie

Source: L'Écho touristique - 26 septembre 2012

ACCOR FAIT SON RETOUR EN TUNISIE!

○○○○○○

Le groupe hôtelier a annoncé le 25 septembre 2012, l'ouverture de 30 nouveaux hôtels et de 5 000 chambres supplémentaires en Afrique d'ici à 2016, qui s'ajouteront aux neuf établissements ouverts dans la région au premier semestre, notamment en Tunisie. Le développement du groupe, actuellement présent dans 18 pays avec 118 établissements, lui permettra de disposer de 220 000 chambres en 2016.

«Notre réseau africain connaît un développement dynamique qui devrait nous permettre d'ouvrir 5 000 chambres sur les années à venir», affirme Jean-Jacques Dessors, directeur général

du groupe pour l'Afrique et le Moyen-Orient. «La croissance économique que connaît le continent offre de nombreuses opportunités de développement pour l'ensemble de nos marques, avec un accent particulier sur (l'enseigne) Ibis, qui permet de répondre à la hausse de la demande domestique et régionale», ajoute-t-il. Les marchés prioritaires d'Accor sont le Maroc, l'Algérie, le Nigeria, le Ghana, l'Afrique du Sud, l'Angola et le Kenya. Mais aussi la Tunisie.

Absent du pays depuis mars 2010, le groupe a ouvert au premier semestre un Ibis et un Novotel à Tunis. ●

Secteur textile & habillement

Source: African Manager - 4 janvier 2013

FESTIVAL DE LA MODE POUR DYNAMISER CE SECTEUR

○○○○○○

Des défilés de mode des plus belles collections de jeunes créateurs tunisiens mais aussi de stylistes chevronnés nationaux et internationaux seront organisés au premier «Festival de la Mode, Tunis 2013», qui se tiendra les 4 et 5 avril 2013 à Gammarth, sur le thème «la mode méditerranéenne».

Cette manifestation est organisée par la Chambre syndicale nationale des fabricants de lingerie et la Fédération nationale du textile avec la participation des professionnels nationaux et internationaux. L'objectif de ce festival est de dynamiser le secteur du textile-habillement en Tunisie et de renforcer son posi-

tionnement à l'échelle internationale.

Il s'agit également de développer l'échange multiculturel de savoir-faire et d'expériences avec de prestigieuses maisons de couture du Moyen-Orient et du Maghreb et des stylistes tunisiens et étrangers. Au programme de cette manifestation figurent des tables rondes sur les thématiques de l'innovation, la création, la communication et la promotion de l'émergence de nouveaux talents. ●

►►► CONTACT CLÉ

Salon du secteur
http://formation-textile-habillement.blogspot.fr/2013/01/tunisie-le-festival-de-la-mode-tunis_7658.html

TV5MONDE

1ère chaîne généraliste mondiale en français

www.tv5monde.com

Secteur énergie

Sources: *PR Newswire Europe* - 19 novembre 2012. *L'Entreprise* - 1er juillet 2011

INAUGURATION DE LA PREMIÈRE STATION DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PHOTOVOLTAÏQUE DANS LE SUD DE LA TUNISIE

L'entreprise Soitec a annoncé la mise en service de la première station tunisienne de production d'électricité photovoltaïque à concentration (CPV) pour le pompage et l'irrigation en zone aride.

Située à Om Somaa (gouvernorat de Kébili), la station solaire a été inaugurée par le ministre de l'Agriculture Mohamed Ben Salem, en présence de Ridha Ben Mosbah, (PDG de la STEG) et André-Jacques Auberton-Hervé (PDG de Soitec).

Réalisée par Soitec en partenariat avec la STEG (société tunisienne de l'Électricité et du Gaz) et le ministère de l'Agriculture tunisien, cette première installation alimente un forage pour l'irrigation d'une palmeraie de 105 hectares. Grâce à la technologie CPV de Soitec, elle permet aux 270 agriculteurs d'Om Somaa de bénéficier d'une source d'énergie à haut rendement pour produire leur électricité de manière autonome.

Afin d'optimiser la production d'énergie renouvelable au service du développement agricole régional de la Tunisie, d'autres stations solaires pourront être déployées pour l'alimentation électrique de pompes à irrigation. Soitec et ses partenaires prévoient d'ores et déjà l'installation de 4 nouvelles unités dans le gouvernorat de Kébili. Dans le cadre de son partenariat avec la Tunisie, le gouvernement français soutient ce programme avec une contribution de 239 272 euros.

José Bériot, directeur chargé du développement des projets solaires au sein de la division Energie de Soitec, a déclaré que la station solaire bénéficie du régime juridique existant de l'auto-consommation. La facture d'électricité des agriculteurs d'Om Somaa est considérablement réduite et maîtrisée — ce qui permet d'assurer la pérennité de l'exploitation. ●

TUNISIE: L'ATOUT DE LA PROXIMITÉ CULTURELLE

Malgré la révolution, Vincent industrie maintient l'ouverture d'une usine de fabrication de panneaux solaires. Et elle va s'appuyer sur des partenaires locaux.

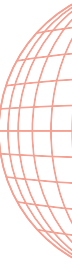
«Il faut aller là où sont nos marchés et, pour nous, le marché solaire est dans ces pays, constate Robert Vincent. Il nous a paru plus facile de commencer en Tunisie parce que c'est un pays proche de nous culturellement. Même s'il y a quelques différences en matière de droit social, globalement la législation est proche de la nôtre.»

Le PDG de Vincent Industrie admet aussi que c'est un peu par hasard que son installation en Tunisie s'est concrétisée. «Nous étions en contact avec des banques qui nous ont proposé en 2009 de former une société en joint-venture, Energy Industrie, grâce à laquelle Vincent Industrie vend des équipements pour fabriquer des panneaux solaires à partir d'une technologie innovante.» NICE, cette technologie sans soudure développée à Lyon par la société Apollon Solar, respecte les normes environnementales. «Nous sommes aujourd'hui actionnaires à 22 % de la société, nos partenaires tunisiens à 29 % et les banques à 49 %. De nouveaux partenaires européens devraient rapidement nous rejoindre.»

L'entreprise rhônalpine participe donc à la construction d'une usine de panneaux photovoltaïques de 3 000 m², à Boussalem (au nord du pays, entre Alger et Tunis). Le chantier a démarré en 2011. L'usine emploie une centaine de salariés et table sur un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros en 2012. «Pour l'instant, la "révolution du jasmin" n'a pas eu d'impact sur le projet, commente ce patron prudent.

Depuis le début, les choses n'ont jamais été compliquées. Il est évident que je ne saurais répondre pour ce qui en sera de l'avenir. Mais ce que je sais, c'est que nous sommes confiants et positifs. Lorsque l'on sort d'une dictature, c'est toujours difficile. Nous avons été inquiets sur les délais mais jamais sur l'issue du projet.

Quand l'histoire est en marche, il faut oser, sinon on a peur de tout ! » Ce projet permet à l'entreprise française de disposer d'une usine pilote dans l'industrie solaire, un secteur qui attire de nombreux investisseurs financiers et industriels. Et donc d'industrialiser ce qui n'était jusqu'à présent qu'au stade de nouvelle technologie. «Notre but, c'est de former les ingénieurs tunisiens puis de passer la main d'ici à quelques mois, assure Robert Vincent. Ensuite, nous attaquerons d'autres marchés: l'Algérie, les Emirats arabes, le Qatar et bien sûr l'Afrique subsaharienne.» ●



Secteur boissons

Source: *African Manager* - 6 novembre 2012

LA TUNISIE, 11^e CONSOMMATEUR MONDIAL D'EAU MINÉRALE

◇◇◇◇◇◇

«Quelque 340 millions de litres d'eau minérale conditionnée ont été vendus, sur le territoire tunisien, au cours du premier semestre 2012», a indiqué Rezig Ouslati (directeur général adjoint de l'office national du Thermalisme et de l'Hydrothérapie) — ajoutant que la consommation des eaux minérales est en hausse constante, au cours de ces dernières années.

«La consommation moyenne par habitant de l'eau conditionnée est estimée, en 2012, à 105 litres, contre 44 litres en 2007 et 12 litres en 1995. La Tunisie figure parmi les pays à forte consommation d'eaux minérales. Selon ce directeur général, elle occupe le 11^e rang à l'échelle mondiale, avec une consommation globale, en 2011, dépassant 1,1 milliard de litres».

En fait, notre pays compte 12 sociétés exerçant dans le secteur des eaux conditionnées, représen-

tant 19 marques d'eau minérale, et exploitant une vingtaine de sources d'eaux naturelles, réparties à travers tout le territoire. «Ce secteur, dont le volume d'investissements global s'élève à 200 millions de dinars (MD) et qui présente 3 000 emplois directs, sera renforcé prochainement, à travers l'implantation, en début 2013, de trois nouvelles unités dans les deux gouvernorats de Tataouine et de Siliana». Les trois unités mobiliseront une enveloppe de 23 MD, et permettront, une fois, entrées en exploitation, la création de plus de 120 postes de travail.

L'Office créera, à partir de 2013, des cellules dans les gouvernorats de Gabès, Kébili, Tozeur, Kairouan, Jendouba, Béja, Monastir, Mahdia et Sousse. L'objectif assigné est de renforcer le contrôle des sites des eaux minérales, ainsi que de dispenser un encadrement adéquat aux investisseurs. ●

Secteur pharmaceutique

Source: *African Manager* - 27 janvier 2011

PFIZER MAINTIENT SES PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN TUNISIE

◇◇◇◇◇◇

«De nombreux projets d'investissements sont en cours» a déclaré Hatem Hachicha (PDG Pfizer Tunisie) qui souhaite en assurer la pérennité.

Aujourd'hui, 45 % des médicaments Pfizer Tunisie sont fabriqués localement, contre 5 % en 2000.

Selon un communiqué de Pfizer, la logique du groupe est de poursuivre sa stratégie comme partenaire de la santé avec un premier laboratoire pharmaceutique qui a démarré ses activités en Tunisie depuis 1964.

Actuellement Pfizer est présent dans ce pays à travers deux entités juridiques : Pfizer Pharmaceuticals (agence de promotion de produits pharmaceutiques) et Pfizer Tunisie (société de fabrication avec un capital détenu à 70 % par Pfizer holding France et de 30 % par la SIPHAT), deux structures qui emploient près de 130 collaborateurs dont 70 % de cadres, tous de nationalité tunisienne.

Depuis les événements du 14 janvier 2011, l'entreprise n'a eu de cesse d'assurer la protection de ses collaborateurs, qui ont par ailleurs repris leurs postes respectifs le 17 janvier, après une coupure d'une journée et ce dans le but d'assurer comme prévu le planning de l'approvisionnement en médicaments de la population tunisienne. Pfizer Tunisie s'est dotée d'une unité de fabrication locale de médicament en 1998 et d'un centre de 850 m² pour assurer la distribution des produits en fabrication locale en 2007.

La société prévoit, en 2011, le lancement de dix nouveaux médicaments et projette, pour les trois prochaines années, l'enrichissement de sa gamme par une vingtaine de produits dans les domaines de la cardiologie, de l'oncologie, de l'infectiologie et de la douleur, dont elle détient le leadership. ●

EUROPAGES
Le moteur de recherche B2B européen
www.europages.com

Les Business Cards Europages permettent aux PME de profiter de la puissance d'Internet pour valoriser leur savoir-faire et recevoir des contacts qualifiés :

- ▶ **Un contenu multilingue** : les textes, rubriques et mots-clés sont traduits jusqu'en 15 langues *
- ▶ **Un contenu multimedia** : vidéos, galeries d'images, catalogue
- ▶ **Un contenu diversifié** : présentation de l'entreprise, mots-clés, marques, informations de contact, informations commerciales
- ▶ **Un contenu optimisé** : le contenu des Business Cards est optimisé pour faciliter le travail de crawlers (logiciels d'indexation) des moteurs de recherche, maximisant ainsi leur référencement sur Internet.

* allemand, anglais, espagnol, français, italien, néerlandais, danois, finnois, grec, portugais, russe, suédois, chinois simplifié, turc, polonais



Un monde de contacts s'ouvre à vous



Secteur agricole & agroalimentaire

Source: UFP - 13 juillet 2011

LA TUNISIE DÉPENDANTE DES IMPORTATIONS CÉRÉALIÈRES

○○○○○○

La Tunisie souffre d'une « forte dépendance » étrangère en céréales qui pèse sur ses réserves en devises, selon une étude publiée mardi par le ministère tunisien de l'Agriculture et l'Organisation mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture (FAO).

Les 12 millions de Tunisiens ont besoin chaque année d'environ 2,7 millions de tonnes de céréales. Mais le pays n'en produit que la moitié (46%), selon cette étude effectuée entre mars et mai et citée par la TAP.

En 2025, les besoins de la Tunisie devraient presque doubler et passer à 4,3 millions de tonnes. Sa production nationale couvrira à peine un tiers de ces besoins (35%).

Le pays s'en sort mieux pour les viandes, réalisant son autosuffisance en viandes blanches, en

œufs et en lait frais, et n'important que 4% de ses besoins en viandes bovines et 2% des viandes ovines. Il importe presque la totalité de ses besoins alimentaires du secteur avicole, 18% des fourrages pour bétail au cours des saisons de grandes pluviométries et 38% au cours des saisons de sécheresse.

Pour pallier ce déficit et augmenter la productivité céréalière, l'étude propose trois projets dans les cultures céréalières et fourragères au cours de la période 2011-2030, estimés à 140 millions de dinars (70 millions d'euros).

La Tunisie est le deuxième exportateur mondial d'huile d'olive derrière l'Union européenne, la filière représentant 44% des exportations agricoles et 20% des emplois dans ce secteur. L'agriculture emploie 22% de la population et représente 16% du PIB. ○

Secteur des industries mécaniques et électriques (IME)

Source: Investir en Tunisie - 28 juin 2011

IME, PREMIER SECTEUR EXPORTATEUR EN TUNISIE !

○○○○○○

Le secteur des industries mécaniques et électriques a été classé 1^{er} en terme d'exportation. Il a participé à hauteur de 37,1% dans l'ensemble des produits exportés contre 34% pour la même période de l'année précédente.

Les indices des 5 premiers mois de l'année 2011 témoignent de la bonne santé du secteur. Une augmentation de 24,3% au niveau des exportations a été remarquée. Les exportations ont atteint 3938,3MD contre 3168,6MD

pour la même période 2010. Même par rapport à l'année 2009, les exportations ont augmenté de 36%. En revanche, les importations ont subi une baisse de 4,5%. Concernant le taux de couverture, il a atteint le maximum des 5 dernières années, et ce en affichant une valeur de 68,1% soit une amélioration de 30,2% par rapport à la même période de l'année 2010. Pour le régime offshore, le taux de couverture affiche une valeur de 152,3%. ○

Les clés

Pour exporter en Tunisie, il est indispensable de trouver un partenaire qui a une bonne connaissance des règles du jeu de la douane tunisienne, du marché local, des intervenants revendeurs pour la mise à la vente rapide de vos produits.

L'adaptation de vos marchandises aux spécificités locales vous permet de les différencier et la pratique de la langue arabe vous facilite l'accès à ce marché.

Depuis 1994, la Tunisie est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et elle a libéralisé son régime des importations. Elle est également signataire de l'Accord général sur le commerce des services et de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce. Elle est membre de l'Union du Maghreb arabe qui regroupe l'Algérie, le Maroc, la Libye et la Mauritanie. En 2008, le pays a signé un accord de partenariat renforcé avec l'Union Européenne (UE).

① LES PROCÉDURES D'IMPORTATION

Au titre de l'accord d'association signé en 1995 entre la Tunisie et l'UE, plus aucun droit de douane de devrait être perçu à l'entrée de la Tunisie sur les produits manufacturés depuis 2008. La liberté est la règle et l'importation de la quasi-totalité des produits ne requiert qu'une facture commerciale.

Il existe toutefois, quelques exceptions à cette règle. Certains produits comme l'automobile, les produits pharmaceutiques, les produits agroalimentaires exigent une licence d'importation. Elle est délivrée par le Ministère du commerce.

Il existe quelques quotas pour les biens de consommation entrant en concurrence avec la production locale.

Pour obtenir une licence, il convient de fournir un certain nombre de documents comme le contrat commercial, les informations relatives aux contractants, les produits, l'origine et la provenance à l'administration de la douane tunisienne.

Les entreprises implantées dans les zones franches du pays bénéficient d'une exemption de droit de douane, à la condition d'importer des intrants nécessaires à leur production pour une réexportation ultérieure.

Les procédures douanières en Tunisie

Dans la douane tunisienne, vos produits font l'objet d'une sélectivité en fonction de certains critères, de la nature du produit et de l'importateur. Les marchandises qui ne présentent aucun risque, le couloir vert implique une vérification sommaire des documents.

Le couloir orange représente un risque moyen et le couloir rouge, des risques élevés avec un contrôle intégral.

La Tunisie applique un système douanier harmo-

nisé. En dépit, de certaines améliorations (notamment dans la dématérialisation des procédures) les délais de dédouanement pour la mise en vente sur le marché local peuvent varier en fonction du type de la marchandise et du transitaire. Les délais courant sont de trois jours à trois semaines dont 1 à 2 jours pour le contrôle technique.

Le contrôle technique

Il vise à vérifier la conformité de vos produits aux normes locales. Il s'effectue dans les dépôts et les lieux de stockage de l'importateur. L'origine communautaire des produits est déterminée par des règles d'origine stricte, commune à quasiment tout l'espace européen.

TYPE DE PRODUITS	TYPE DE CONTRÔLE TECHNIQUE
A	Présentation du dossier et échantillon, tests et essais. Il est contraignant
B	Il vise à vérifier la conformité de vos produits aux normes en vigueur
C	Présentation d'un cahier des charges et vérification sur place

Les contrôles sanitaires et phytosanitaires

Les produits végétaux et animaux sont soumis au contrôle sanitaire et phytosanitaire. Des certificats sont exigés pour l'importation des animaux et des plantes et un certificat phytosanitaire pour les végétaux.

Pour les produits agroalimentaires et de consommation, la conformité aux normes européennes ne préserve pas de contrôles technique, sanitaire et phytosanitaire souvent systématiques et assortis de délais aléatoires. ©

② DROITS DE DOUANE ET OBLIGATIONS

oooooooo

Les droits de douane sont perçus sur la valeur en douane. Ils sont exclusivement ad valorem.

Il existe un tarif général allant de 10 % à 230 % selon le type de produit.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La TVA est perçue sur la valeur en douane des importations. Elle est en moyenne de 18 %. Les taux réduits sont de 12 % pour certaines activités de services et de 6 % pour des produits à caractère social, médical et éducatif.

Etiquetage

Vos produits destinés pour le marché local doivent être étiquetés en langue arabe. Ils doivent comprendre les éléments suivants : nom du produit, le pays d'origine, le nom et adresse du fabricant, les conditions d'utilisation du produit, les caractéristiques générales, les exigences de sécurité, le certificat de conformité et la date limite de consommation. ©

③ LES MOYENS DE PAIEMENT

oooooooo

MOYENS DE PAIEMENT	À CONSEILLER	A PROSCRIRE	REMARQUES
Chèque		X	Peu utilisé
Virement bancaire (Swift)	X		Pratique et rapide
Lettre de change	X		Si relation de confiance
Billet à ordre		X	Peu utilisé
Encaissement documentaire		X	
Crédit documentaire	X		

Source : La Tunisie, l'essentiel d'un marché 2010

»»» CONTACTS CLÉS

www.globaltrade.net/international-trade-import-exports/m/c/business-topics/Tunisia.html

Comment exporter en Tunisie

www.globaltrade.net/international-trade-import-exports/m/c/market-reports/Tunisia.html

Etudes de marché - Tunisie

www.maghrebarabe.org/ar

Site de l'Union du Maghreb arabe

http://ec.europa.eu/trade/creating-opportunities/bilateral-relations/countries/tunisia/index_en.htm

Accord de partenariat avec l'UE

www.douane.gov.tn

La douane tunisienne

www.mdci.gov.tn

Ministère du Développement et de Coopération internationale

www.tradenet.com.tn/html_fr/ttn_accueil.htm

Système douanier automatisé

Chambre
de Commerce
Franco-Libyenne

الغرفة التجارية الليبية - الفرنسية



VOTRE PARTENAIRE POUR LA LIBYE

www.chambre-de-commerce-franco-libyenne.org

La confiance dans l'avenir du pays !

La Tunisie, berceau des soulèvements populaires arabes passe par une phase inédite de son histoire moderne marquée par des difficultés du processus de transition démocratique, les défis socio-économiques, les retombées de la crise économique dans la zone euro et l'assassinat de l'homme politique Chokri Belaïd, le 6 février 2013.

Malgré les incertitudes d'un processus transitionnel douloureux, la polarisation entre la majorité gouvernementale et les partis d'opposition et les thèses pessimistes de certains de nos compatriotes et celles des observateurs étrangers, je reste confiant en la capacité de la Tunisie d'Hannibal, de Saint Augustin, d'Ibn Khouldoun, de Kheireddine et de Bourguiba à surmonter la crise actuelle, de parvenir à un consensus national et de jeter des bases solides d'un nouvel État tunisien, démocratique, républicain ancré dans son contexte géographique et culturel, tout en s'appuyant sur les acquis réalisés depuis l'indépendance.

L'alternance pacifique au pouvoir, suite aux élections du 23 octobre 2011 et l'existence d'un débat franc et transparent sur les questions qui intéressent l'avenir du pays sont autant de signes positifs du processus démocratique; qui certes, prendra du temps, à l'instar de l'expérience des pays de l'Europe de l'Est, du Portugal et de l'Espagne — mais sur lequel on peut capitaliser pour faire réussir la transition de la nouvelle Tunisie.

Le tournant que le pays opère après des décennies de dictature devrait aboutir à l'élaboration d'un compromis politique, non seulement sur la nature du prochain gouvernement, mais aussi sur les délais d'achèvement de la rédaction de la Constitution et la tenue d'élections libres et démocratiques. L'Ambassade de Tunisie s'active à travers ses divers contacts à faire prévaloir cette voie, à éclairer les journalistes et les médias sur la réalité du pays et rassurer nos amis Français et étrangers quant aux perspectives de notre démocratie naissante.

Je saisis cette occasion, pour adresser un message fort aux entreprises et hommes d'affaires Français et étrangers à saisir les opportunités d'investissement et de partenariat offertes par la Tunisie et de bénéficier des atouts et avantages comparatifs qu'elle offre en termes d'incitations fiscales, de compétitivité et de main d'œuvre qualifiée.

Outre l'important vivier de compétences dans le domaine technologique, les principaux atouts de la Tunisie nouvelle sont désormais la transparence, la bonne gouvernance, l'engagement pour lutter contre la corruption, la ferme volonté des pouvoirs publics d'atteindre des normes internationales en matière de protection et de ga-

rantie des investissements étrangers qui cibleront les régions intérieures.

Pour relever ces défis, le gouvernement a mis au début de cette année 2013 sur la stabilité politique du pays pour promouvoir la croissance économique et entretenir un dialogue social permanent avec la centrale syndicale. Outre le renouvellement et le renforcement des structures de l'État, un budget record (plus de 3 milliards d'euros) a été affecté pour le développement des régions «sinistrées» de l'intérieur du pays. Le défi sera de maintenir un déficit (6,6%) et une inflation (5,5%) «acceptable» tout en soutenant la croissance pour résorber le chômage.

La Tunisie compte sur l'appui de ses partenaires et amis pour parachever les grands chantiers de la transition démocratique, redresser les défis socio-économiques et consolider le paysage économique tunisien qui compte pas moins de 3200 entreprises étrangères implantées dans des secteurs clé comme les industries électriques et électroniques, mécaniques, pharmaceutiques, les composants automobiles et aéronautiques, le textile haut de gamme, l'offshoring, les technologies de l'information et de communication, ainsi que les secteurs naissants à fort potentiel (comme les énergies renouvelables et environnement).

Le parachèvement des réformes politiques et la mise en œuvre du plan de relance économique après la Révolution du 14 janvier 2011, notamment l'élaboration de grands projets d'infrastructure dans toutes les régions du pays nécessitent un engagement ferme de nos partenaires. Les hommes d'affaires Français et étrangers ne doivent pas attendre l'éclaircissement de l'horizon politique en Tunisie pour prendre des décisions stratégiques.

La Tunisie a besoin de la communauté d'affaires dans cette phase cruciale de son histoire. Les entreprises et les groupes qui ne sont pas encore présents sur le marché tunisien sont invités à saisir les nouvelles opportunités liées à la libéralisation de l'économie (notamment dans les secteurs de l'infrastructure portuaire, logistique, l'aménagement urbain et bancaire).

Je saisis également cette occasion pour inciter les entreprises intéressées par le continent africain en général et la Tunisie en particulier, à participer activement au Forum «investir en Tunisie» qui sera organisé par Connect Tunisie, à Paris, le 5 mars 2013, sous le Haut patronage du Président François Hollande. 

Son excellence **ADEL FEKIH**
Ambassadeur de Tunisie en France

SECTEUR AGRICOLE & AGROALIMENTAIRE

SIAMAP

Octobre 2013

Lieu : Tunis (Tunisie)

Secteur : agriculture, viticulture, pêche, élevage

Site Internet : www.siamap.com

Email : siamap.tunisie@gmail.com

SIAM

24/04/2013 au 28/04/2013

Lieu : Meknès (Maroc)

Secteur : agricole, sylviculture, pêche...

Site Internet : www.enameknes.ma

Email : info@enameknes.ac.ma

SIFEL

Décembre 2013

Lieu : Agadir (Maroc)

Site Internet : www.iecgroup.org

Email : contact@iecgroup.org

PACK PRINT TUNISIA

24/04/2013 au 27/04/2013

Lieu : Moscou

Secteur : produits alimentaires et machines d'emballage

Site Internet : www.fkram.com.tn

Email : itf.com@fkram.com.tn

SECTEUR AUTOMOBILE

SIAT

18/05/2013 au 26/05/2013

Lieu : Tunis (Tunisie)

Secteur : automobiles et accessoires

Site Internet : www.fkram.com.tn

Email : itf.com@fkram.com.tn

SECTEUR BIENS D'ÉQUIPEMENT & CONSOMMATION

FIA

29/05/2013 au 3/06/2013

Lieu : Alger (Algérie)

Site Internet : www.safex-algerie.com

Email : contact@safex-algerie.com

SECTEUR CONSTRUCTION

MEDIBAT

6/03/2013 au 9/03/2013

Lieu : Sfax (Tunisie)

Secteur : technique de construction, machines de construction...

Site Internet : www.ccis.org.tn

Email : ccis@ccis.org.tn

CLIMEXPO

10/04/2013 au 13/04/2013

Lieu : Tunis (Tunisie)

Secteur : installation sanitaire, chauffage, climatisation

Site Internet :

www.exposervices.com.tn

Email : exposervices@planet.tn

SITP

Novembre 2013

Lieu : Alger (Algérie)

Site Internet : www.imag.de

Email : imag@imag.de

SECTEUR DÉCORATION INTÉRIEURE

DAR DECO

Décembre 2013

Lieu : Tunis (Tunisie)

Secteur : meubles et décoration intérieure

Site Internet : www.fkram.com.tn

Email : itf.com@fkram.com.tn

SECTEUR ÉLECTRONIQUE

SIEL

6/03/2013 au 9/03/2013

Lieu : Sfax (Tunisie)

Secteur : industriel, automatisation, électronique et électrotechnique

Site Internet :

www.sogefoires.com

Email :

contact@sogefoires.com

ELEC EXPO

Octobre 2013

Lieu : Casablanca (Maroc)

Secteur : industriel, automatisation, électronique et électrotechnique

Site Internet :

www.fairtrade-messe.de

Email : info@fairtrade-messe.de

SECTEUR LOISIR & BRICOLAGE

VERDURE & PISCINE EXPO

2/05/2013 au 5/05/2013

Lieu : Tunis (Tunisie)

Site Internet : www.sogefoires.com

Email : contact@sogefoires.com

SECTEUR PLASTIQUE ET CAOUTCHOUC

PLASTIC EXPO

24/04/2013 au 27/04/2013

Lieu : Tunis (Tunisie)

Site Internet : www.fkram.com.tn

Email : itf.com@fkram.com.tn

PLAST EXPO

19/06/2013 au 22/06/2013

Lieu : Casablanca (Maroc)

Site Internet : www.fairtrade-messe.de

[messe.de](mailto:info@fairtrade-messe.de)

Email : info@fairtrade-messe.de

SECTEUR MÉDICAL & SANTÉ

SIMEM

17/04/2013 au 23/04/2013

Lieu : Alger (Algérie)

Secteur : technique médicale, pharmacie, santé

Site Internet : www.krizalid-dz.com

Email : ittissal@krizalid-dz.com

SECTEUR TEXTILE

TEXMED

2/10/2013 au 4/10/2013

Lieu : Tunis (Tunisie)

Secteur : habillement, textile et accessoires

Site Internet : www.cepex.nat.tn

Email : info@cepex.nat.tn

SECTEUR TRANSFORMATION DE MÉTAUX

SISTEP - MIDEST

11/12/2013 au 14/12/2013

Lieu : Casablanca (Maroc)

Secteur : sous-traitance, usinage, transformation de métaux

Site Internet : www.reedexpo.fr

Email : info@reedexpo.fr

NATIONS ÉMERGENTES

REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL

www.nations-emergentes.org

NUMÉRO 16 | MARS 2013

LISTE DE NOS PARTENAIRES

Tunisair www.tunisair.com
 Medibat www.salon-medibat.com
 TV5 Monde www.tv5monde.com
 Europages www.europages.com
 Chambre de commerce www.chambre-de-commerce-franco-libyenne.org
 Intrest international www.intrest-international.com

Fax : 02 43 67 19 07
TEL 02 43 67 06 03 - 02 43 67 05 74

4, rue des Eperons - 53000 LAVAL

intrest@wanadoo.fr

www.intrest-international.com

INTREST® **RELATIONS INTERNATIONALES**

Formation Export sur la TUNISIE: Gérer les exportations par transports Route, Air et Mer , complet et groupage

OBJECTIFS : Acquérir une parfaite maîtrise dans la gestion des exportations sur la Tunisie

Etre performant dans la qualité du service transport rendu au client

Personnes concernées : acheteurs prestations transports – assistant(e)s commerciaux chargés des exportations sur la Tunisie

Assistants logistiques – Service financier chargé du contrôle factures transports

DUREE : 1 Journée – Dates proposées intra entreprise selon votre demande

PROGRAMME PROPOSE

Préambule : la Tunisie et la France : quelles sont les relations commerciales ?

1 VALIDER L'OFFRE COMMERCIALE EXPORT, EN FONCTION DES INCOTERMS 2010

2 - LES TRANSPORTS A L'EXPORT :

- Comment choisir le transitaire ?
- La responsabilité du transporteur : que rembourse le transporteur / valeur des produits transportés ?
- Les Tarifications transport et les aspects du groupage (rapport poids/volume)
- Que faire en cas de litige à l'arrivée ?
- Comment gérer les aspects douaniers

4 – SE FAIRE PAYER ET RAPPELS DE L'ORGANISATION TRANSPORTS EN CAS DE PAIEMENTS PAR CREDITS DOCUMENTAIRES OU REMISES DOCUMENTAIRES

- Comment rédiger les documents export ?
- Comment éviter les erreurs dans l'élaboration des instructions aux transitaires ?